

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

DB

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur



N° IC 20045517

- VU Le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des établissements classés ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, volailles et :ou gibiers à plumes et de porcs soumis à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié le 30 mai 2005 et le 1^{er} août 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1979 modifié les 2 juin 1997 et 17 novembre 2001 autorisant l'EARL DU MANOIR à exploiter à CANIHUEL au lieu-dit « Kerlan » (section ZV n° 87, 90, 436, 681) un élevage avicole de 56000 poulettes (soit 56000 animaux-équivalents) ;
- VU la demande présentée par l'EARL DU MANOIR en vue de la restructuration sans augmentation de cheptel de l'élevage avicole susnommé par la désaffectation de deux bâtiments et l'extension d'un bâtiment existant ainsi que la mise aux normes du plan d'épandage de cet élevage ;
- VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 17 octobre 2005 ;
- VU l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques en séance du 9 décembre 2005;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{er} -

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 2 juin 1997 sont modifiées comme suit :

L'EARL DU MANOIR sise à CANIHUEL au lieu dit "kerlan" est autorisée à exploiter à cette adresse (Section ZV, parcelle n°87, 90, 436,681° un élevage avicole dont la capacité maximale est de 56 000 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit : .56 000 poulettes démarrées, sous réserve que la rotation des productions sur les quatre poulaillers, permette de limiter la production d' azote à 10 752 kg par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions réglementaires ainsi que celles définies ci-après.

ARTICLE 2 :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 1997 sont modifiées comme suit :

Prescriptions particulières :

2.1. - Aménagement des bâtiments :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 820 m².

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.3.-L'arrêt des poulaillers P1 et P2 situés sur la parcelle 432 a et 681 section ZV sera effectif dès la mise en exploitation du poulailler P6. Les poulaillers P1 et P2 seront ensuite désaffectés (enlèvement des silos d' aliments et du matériel d' élevage), dans un délai maximal de trois mois après arrêt de leur exploitation. Le pétitionnaire devra ensuite maintenir le bâtiment en bon état d'entretien ou en assurer sa démolition et la remise en état du site conformément aux réglementations en vigueur (amiante etc...).

2.2 - Sécurité :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation du (des) bâtiment(s) devront être de catégorie M3 au minimum (c'est à dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage des combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et proximité d'une issue.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau ou une borne d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 juin 1997 susvisé sont maintenues.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la porte de la mairie de CANIHUEL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible, dans l'installation par les soins de l'EARL DU MANOIR.

ARTICLE 5 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2001.

ARTICLE 6 -

Délai et voie de recours ((L 514.6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de CANIHUEL,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire pour être conservé en permanence et présenté à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 13 MAR. 2006

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT

